

REVUE

SPORT804

Revue d'information et de débat pour les acteurs du sport

SPORT DE HAUT NIVEAU

FAUT-IL S'INQUIÉTER POUR LA FRANCE ?

page 8

SPÉCIAL BUDGET page 4

Budget 2013. L'Etat continue de faire semblant
Présidentielles : des promesses déjà oubliées ?
Stade de France : questions sur une subvention

FENÊTRE SUR LE MONDE page 20

Quel équipement pour
accueillir une grande
compétition de natation ?

ENTREPRISE page 16

Entretien avec Philippe Peyrat
« GDF Suez construit
ses partenariats
sur le long terme. »

ACTUALITÉS page 6

F1. A quoi sert le Ministère des Sports ?
Coupe du monde 2018 : la démesure russe
Des Jeux européens en 2015

-5%

Un budget à la baisse n'est jamais une bonne nouvelle. Surtout pour un ministère, celui des sports, qui ne dispose déjà pas de beaucoup de moyens et dont la pérennité n'est pas garantie à terme.

La chute de 5% des crédits d'État pour le sport en 2013 était cependant prévisible et n'a pris personne au dépourvu. Le plus inquiétant est qu'elle annonce une réduction durable des investissements publics. Valérie Fourneyron s'est voulue rassurante sur ce point, mais on imagine mal que ce soit le dernier budget de rigueur dans un contexte très marqué par les incertitudes économiques.

Reste que l'argent ne suffit pas à faire le bonheur, ni une bonne politique publique. Les pays scandinaves pour le développement de la pratique sportive, le Royaume-Uni pour le sport de haut niveau (cf. le dossier « Grand débat ») ont démontré que le succès ne dépend pas uniquement de la taille du budget mobilisé. **La cohérence des institutions pilotant les politiques publiques est tout aussi primordiale.**

Le budget du Ministère des Sports est en baisse ? Réformons nos institutions pour maximiser l'impact de chaque euro dépensé !

NDLR. Le nom de la revue a été (légèrement) modifié.
Nous aimons tellement les chiffres que nous avons voulu en tester plusieurs... Ne nous en tenez pas rigueur !

REVUE SPORT 804
9 rue vulpian 75013 Paris
revue@revue-sport-804.com
www.revue-sport-804.com

Directeur de la publication : Pierre Messerlin
Disponible uniquement sur abonnement
Dépôt légal à parution

EN HAUSSE

PATRICE CANAYER

Dans ce qui ressemble de plus en plus à un « Knysna » du handball français, une crise risquant d'impacter tous les aspects de la pratique (championnat, équipe nationale, licenciés, image auprès des partenaires), l'entraîneur montpelliérain symbolise la volonté de ne pas se laisser emporter par le torrent de boue. Il avait été un des premiers à mesurer la gravité de l'affaire. Il est aujourd'hui un des premiers à relever la tête : « On reconstruira pierre par pierre [...] L'ambition du club de Montpellier ne s'est pas arrêtée le 30 septembre. »

VALÉRIE FOURNEYRON

Le budget du Ministère des Sports est en baisse, mais après tout, en temps d'austérité, rien de très anormal. On ne peut cependant s'empêcher de sourire. Il y a peu de temps encore, la parlementaire Valérie Fourneyron lançait à intervalles réguliers des croisades contre les Ministres des Sports qui avaient le tort de faire face à des situations budgétaires difficiles. A l'époque, pour Mme Fourneyron, une baisse du budget était synonyme de « désengagement de l'Etat ». Aujourd'hui, désormais bien installée Avenue de France, cela s'appelle un « budget de responsabilité et de solidarité ». Evidemment !

EN BAISSSE

MINISTÈRE DES SPORTS - SPÉCIAL BUDGET 2013

L'ETAT CONTINUE DE FAIRE SEMBLANT

Le chiffre a été annoncé en début de semaine : les crédits du Ministère des Sports diminueront de 5,1% en 2013, soit une baisse de 13,6 M€ sur un budget total de 251,7 M€. Quelles missions ces coupes affecteront-elles en premier ? Le soutien aux fédérations sportives est désormais pleinement assumé par le Ministère comme une variable d'ajustement budgétaire. Leurs subventions diminueront de 6% en 2013 (- 5,5 M€ au total). En outre, les effectifs des cadres techniques mis à disposition des fédérations seront réduits pour la première fois depuis bien longtemps. On touche là au nerf vital du modèle sportif français. Et ce n'est certainement que le début d'un serrage de ceinture généralisé... Pour le reste, le budget 2013 repose sur le même principe que ceux des années précédentes : l'Etat continue de faire semblant de pouvoir tout faire. Il dit que les CREPS sont formidables mais les investissements qui leur sont destinés n'en finissent plus de chuter. Il fait de la formation et de l'emploi des priorités, mais leurs crédits dégringolent de 17%. Il évoque son rôle de régulateur dans les territoires, mais les baisses d'effectifs du quinquennat précédent sont confirmées. Valérie Fourneyron n'est pas le premier Ministre des Sports à refuser les choix difficiles qui s'imposent. Mais si la crise persiste, elle ne pourra pas échapper très longtemps à une redéfinition des missions de l'Etat dans le sport.

COUPES BUDGÉTAIRES

QUID DES GRANDS ÉVÉNEMENTS ?

A l'occasion de la présentation du budget 2013, la Ministre des Sports a dicté des orientations claires au Centre national pour le développement du sport (CNDS). L'établissement sera recentré sur le « sport pour tous ». Le financement des grands événements sportifs et de la promotion internationale serait notamment dans le viseur. En 2011, le CNDS y a contribué à hauteur de 13 M€. Mais si cette mission est abandonnée par le CNDS, ou sensiblement réduite, qui la reprendra à son compte ? En tout cas, aucune ligne budgétaire n'est prévue dans le budget de l'Etat. Un nouveau motif d'inquiétude pour le mouvement sportif ?

RECETTES DE L'ETAT

LA DÉCEPTION DES PARIS SPORTIFS

Le récent rapport annuel de l'Autorité de régulation des jeux en ligne (ARJEL) a officialisé une autre mauvaise nouvelle budgétaire pour le Ministère des Sports. La loi du 12 mai 2010 avait prévu un prélèvement de 1,5% en 2011 sur les paris sportifs au bénéfice du CNDS, puis de 1,8% en 2012. A l'époque, il était estimé que les mises de paris sportifs seraient supérieures à 2 Md€ par an, soit des recettes de 35 à 40 M€ pour le CNDS. Or, les mises de paris sportifs ont été en 2011 de 592 M€, bien en deçà des sommes attendues. En conséquence, seulement 8,9 M€ ont été reversés au CNDS. Bien loin de l'El Dorado annoncé...

CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

PROMESSES DÉJÀ OUBLIÉES ?

Lors de son discours présentant le budget 2013, la Ministre des Sports est restée extrêmement discrète au sujet des promesses du candidat François Hollande lors de l'élection présidentielle. C'était pourtant il y a à peine sept mois. Dans un document transmis au Comité national olympique et sportif français le 26 mars, il s'était engagé par écrit à augmenter les « recettes provenant

de la taxe Buffet et celle des jeux d'argent » qui alimentent le budget du CNDS. Aucune trace de tout cela dans le budget 2013 ou même dans les perspectives 2013-2015. En même temps, le candidat Hollande avait également promis dans le document du CNOSF de « stabiliser les moyens publics nationaux affectés au sport ». C'est mal parti !



© Thomas Feivre-Duboz - Creative Commons

SUBVENTION AU STADE DE FRANCE

UNE AFFIRMATION, BEAUCOUP DE QUESTIONS

La principale source d'économie dans le budget 2013 du Ministère des Sports est l'annulation de la subvention au Consortium du Stade de France (CSDF) pour absence de club résident (12 M€ en 2012). La mesure est légitime et de bon sens : 14 ans après l'inauguration du stade, l'Etat en est toujours à financer les activités de Bouygues et Vinci, les deux actionnaires du CSDF, pour un stade qui a vocation à être rentable. Valérie Fourneyron semble néanmoins aller un peu vite en besogne. La subvention a été enlevée du budget alors même que le sujet est encore « en discussion ». Or, il n'est pas évident que Bouygues et Vinci, qui en ont vu d'autres en termes de négociations avec l'Etat, abandonneront aussi facilement leur subvention. Valérie Fourneyron souligne que le contrat avec le CSDF a été invalidé par le Conseil constitutionnel. Mais ce contrat reste malgré tout effectif, même si fragilisé juridiquement. Et s'il tombe, l'Etat récupérera la gestion d'un stade dont il est, on l'oublie souvent, le propriétaire. Pas sûr que cela soit le chemin le plus court pour réaliser des économies budgétaires.

ILS ONT DIT

DANIEL COSTANTINI

Ancien entraîneur de l'Equipe de France de handball

« On se rend compte que ce sont des garçons à qui on prêtait beaucoup plus de qualités qu'ils n'en ont. Karabatic, tout le monde parlait de son intelligence [...]. Or si c'est avéré, il s'est comporté comme un petit con. Etre prêt à mettre sa carrière en jeu pour 10 000 €... A force de gagner, ces gens-là ont développé un sentiment d'invincibilité. [...] Et personne n'était là pour les calmer. Leur entourage proche est tellement béat d'admiration qu'il ne pouvait pas jouer ce rôle-là et la Fédération n'a pas su le faire non plus. [...] Ce que nous payons c'est d'avoir été débordés par un phénomène de médiatisation, de réussite à tous crins et de recherche de formules comme les Experts, les Invincibles, les Immortels. Si face à ça il n'y pas des gens dans la maison qui gardent leur lucidité et leur sang-froid, voilà ce qui arrive. » (AFP)

MARIE-GEORGE BUFFET

Député, ancienne Ministre des Sports

« Pour mener une lutte efficace contre les paris truqués, en ligne comme en dur, il faudrait internationaliser ce combat, créer une structure de régulation qui soit comme l'Agence mondiale antidopage et mette en relation Etats et mouvement sportifs. Ce sera difficile : sur plus de 200 pays ayant un comité national olympique, il y en a environ 190 où il existe des paris sportifs sans aucune régulation. » (Libération)

ILS ONT DIT

THOMAS VOECKLER

Cycliste français

« Il ne fallait pas sortir de Saint-Cyr pour comprendre que, avant, les fenêtres de détection étaient connues des mafieux, de tous ces mecs mal intentionnés qui s'en allaient loin de chez eux pour se préparer incognito et sans risque de se faire contrôler. Après, ils prenaient le départ des courses, les niveaux aux taquets et nous écrabouillaient. Mais tout va mieux depuis qu'il y a le système de localisation Adams et des contrôles inopinés. C'est chiant au possible, mais c'est notre salut et, maintenant, on ne pourrait plus s'en passer. » (*L'Equipe Magazine*)

TRAVIS TYGART

Directeur général de l'Agence antidopage américaine (USADA)

« Avant de partir, Terry Madden, mon prédécesseur, m'avait donné deux conseils, que j'ai suivis à la lettre : « Tu dois être le moins compétent, le moins intelligent, le moins brillant de ton staff. » C'est mon cas ! « Pour réussir à l'USADA, tu dois être prêt à prendre des décisions tellement difficiles et cruciales que tu peux perdre ton job à tout moment ! Tu ne dois pas avoir besoin de ce travail... » Pareil. J'y suis prêt. Je peux être viré à tout moment... Surtout aujourd'hui ! Si le Congrès revoyait notre budget à la baisse, voire nous coupait les vivres, le message serait horrible pour les athlètes honnêtes. » (*L'Equipe*)

GRAND PRIX DE F1 A QUOI SERT LE MINISTÈRE DES SPORTS ?

Cinq mois de « réflexion » et un rapport de la Fédération française de sport automobile (FFSA) pour en arriver à... Pas grand-chose. C'est le sentiment qui prévaut après la communication de Valérie Fourneyron sur l'éventuel retour d'un Grand Prix de Formule 1 en France. La Ministre a renvoyé la responsabilité de son organisation à la FFSA. Elle s'est contentée de donner un avis sur les montages financiers. Et elle a repris la position du gouvernement précédent en refusant un engagement budgétaire de l'Etat. Par contre, pas de vision stratégique (faut-il ou non le retour d'un Grand Prix en France ?), pas d'arbitrage entre les projets concurrents de Magny-Cours et du Castellet, pas d'impulsion, pas un début d'action concrète... On en vient parfois à s'interroger sur l'utilité d'un Ministère des Sports de



© Fir0002Z/Flagstaffotos

HOCKEY SUR GLACE

L'OFFENSIVE FRANÇAISE

C'est une petite fédération (18 000 licenciés) qui travaille dur et n'hésite pas à s'engager à l'international. La Fédération française de hockey sur glace (FFHG) a officialisé sa co-candidature avec l'Allemagne pour organiser les Championnats du monde en 2017 (une compétition qui ne s'est pas tenue sur le sol français depuis plus de soixante ans). Parallèlement, Luc Tardif, président de la FFHG, a été élu au conseil exécutif de la Fédération internationale de hockey sur glace. C'est le premier Français à occuper une telle place dans cette instance depuis 2003.

GRANDS ÉVÉNEMENTS

DES JEUX EUROPÉENS EN 2015 ?

Un nouvel événement phare devrait voir le jour dans le sport européen. L'Association des Comités nationaux olympiques européens a en effet validé la création de « Jeux européens », similaires aux Jeux asiatiques ou panaméricains. Ils rassembleront dans une même compétition tous les quatre ans, peut-être dès 2015, les meilleurs sportifs européens dans 15 disciplines différentes. Plusieurs questions importantes doivent néanmoins être encore discutées (financement, répartition des recettes, calendrier).

EURO DE FOOTBALL 2020

LE SCÉNARIO WEMBLEY

Le concurrent malheureux de la Russie pour la Coupe du monde de football 2018 espère se rattraper avec l'Euro 2020. La Football Association (FA) britannique vient de proposer à Michel Platini d'organiser les demi-finales et la finale de cette compétition dans le stade de Wembley. Compte tenu du faible nombre de pays candidats pour organiser la compétition, le président de l'UEFA a en effet proposé que l'Euro 2020 ne se déroule pas dans un pays unique mais,

exceptionnellement, sur 12 sites à travers l'Europe. Une aubaine pour la FA car Wembley a déjà fait ses preuves lors de la finale la Ligue des champions 2011 avec des recettes record (plus de 410 M€). Reconstitué pour un montant de 950 M€ et réouvert en 2007, il cherche aujourd'hui à s'imposer comme le stade de référence en Europe. Un grand stade qui fait des profits et n'a pas besoin de subventions pour maintenir à flot ses finances... On en veut un aussi !

COUPE DU MONDE 2018

DÉMESURES RUSSES

Visiblement, le Ministre des Sports russe, Vitaly Mutko, n'a pas les mêmes contraintes financières que son homologue française. Son annonce le 28 septembre dernier fait tourner la tête. Le budget de la Coupe du monde de football 2018 va tout simplement être multiplié par deux ! Les dépenses estimées s'élèvent désormais à 15 Md€, soit un montant supérieur aux Jeux olympiques et paralympiques de Londres. Et il reste encore six années avant l'événement, soit encore beaucoup d'occasions de trouver de nouveaux surcoûts... Sur ce total, 6 Md€ seront réservés à la construction et la rénovation des 12 stades prévus pour la compétition, soit une moyenne de 500 M€ par stade. A titre de comparaison, le coût des travaux engagés pour les 9 stades français de l'Euro 2016 est estimé à 1,7 Md€ (190 M€ par stade). Le reste du budget de la Coupe du monde 2018, dont le financement est à moitié privé, sera en grande partie consacré aux infrastructures de transport. Ce n'est pas plus mal : dans le plus grand pays du monde, plus de 3000 km séparent certaines des villes hôtes !



© Wikimedia Commons

ILS ONT DIT

VINCENT CHAUDEL

Cabinet de conseil Kurt Salmon

« Avec la suppression du DIC en 2010, la taxe à 75%, le contrôle de la DNCG, le fair-play financier, on va figer les positions. Et empêcher les clubs français, à l'exception du Paris-SG et probablement de Monaco, de revenir dans la course européenne. Conséquence si on y prête attention : la Ligue 1 pourrait ressembler au championnat portugais avec deux clubs à la surface financière énorme qui dominent. » (*France Football*)

BRAHIM ASLOUM

Ancien président de la franchise de boxe du Paris United

« Le Président [de la Fédération française de boxe] Furgoni se moque de la boxe et des boxeurs. Il cumule les casquettes au niveau international mais que fait-il pour la boxe en France ? Pèse-t-on au niveau mondial ? Non. Il a aussi délaissé la boxe professionnelle. Je trouve son bilan parlant. » (*Le Parisien*)

LOUIS NICOLLIN

Président du Montpellier Hérault SC

« Même quand mon fils n'y était pas encore, je ne venais quasiment jamais au club. J'ai un autre boulot. Je paye des gens pour y travailler. A eux de se débrouiller. [...] Le président de club qui dit qu'il passe toutes ses journées dans son club, c'est un taré ou un incapable. Je ne vois pas ce qu'on a à faire douze heures par jour dans un club de foot à part refaire le monde. » (*Le Figaro*)

SPORT DE HAUT NIVEAU

FAUT-IL S'INQUIÉTER POUR LA FRANCE ?

En 2008, malgré ses 41 médailles, les résultats mitigés de la délégation française aux Jeux de Pékin avaient donné lieu à de nombreux débats. Quatre ans plus tard, on reste étonné devant la banalité des commentaires à l'égard des récentes performances olympiques françaises. Non pas que le bilan soit déshonorant. Les 11 médailles d'or remportées pendant la quinzaine londonienne ont constitué un grand succès pour le sport français. Mais d'autres indicateurs apparaissent plus inquiétants, surtout au regard des moyens financiers mobilisés ces quatre dernières années. **D'où une interrogation : le sport de haut niveau français est-il aussi performant qu'on veut bien nous le faire croire ?**

Dormez tranquilles, tout va bien dans le sport de haut niveau. » C'est en substance le message que nous ont fait passer les responsables du sport français après les Jeux de Londres. Pour Denis Massegia, Président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), l'objectif des JO a été atteint. « On avait fixé un nombre à deux

chiffres pour les médailles d'or. C'est fait. »

[1] La Ministre des Sports, Valérie Fourneyron, a tenu la même ligne et s'est félicitée du bilan français « *extrêmement positif* »

[2] Le journal *L'Equipe* n'aura pas dérogé à ce beau consensus en écrivant au lendemain de la cérémonie de clôture : « *La France a réussi ses Jeux.* » [3]

Ces commentaires ne sont évidemment

[1] Interview parue sur le site www.lequipe.fr le 12 août 2012

[2] « Premiers éléments de bilan et perspectives », www.jeunesse-sports.gouv.fr

[3] « Une équipe onze étoiles », *L'Equipe*, 14 août 2012



L'arbre qui cache la forêt ?

pas sans fondement. A Londres, le sport français a une nouvelle fois assuré sa place dans le top 10 du classement des médailles et a même pris la 7^e place en augmentant son quota de médailles d'or de 7 (en 2008) à 11.

Pourquoi dès lors jouer les rabat-joie ? C'est qu'à regarder de plus près le bilan de la délégation française, le doute nous saisit rapidement.

JO 2012 : CES CONSTATS QUI INQUIÈTENT

Au-delà des médailles d'or, que remarque-t-on ? Tout d'abord que la moisson totale de médailles (34 en comptant l'argent et le bronze) est clairement décevante. Nos dirigeants l'ont vite oublié après les Jeux, mais un objectif chiffré avait été fixé sur ce point par le Président de la République (lors de sa visite à l'INSEP le 17 juillet) et par celui du CNOSF [4] : ramener au moins autant de médailles qu'à Pékin, soit 41. Avec 34 breloques au final, on en est quand même très loin...

Car beaucoup de disciplines sont revenues bredouilles de Londres : escrime, équitation, boxe, haltérophilie, pentathlon moderne... Denis Massegia et Valérie

Fourneyron aiment vanter la capacité de notre pays à obtenir des médailles dans un grand nombre de sports. Ils oublient de préciser que nous sommes passés de 16 disciplines médaillées en 2008 à 14 en 2012. Un « point fort » en baisse donc...

Ce n'est jamais un très bon signe !

Par ailleurs, quel responsable a relevé que nos médailles masculines étaient en chute libre ? 36 en 2008, 19 en 2012 : le total est presque divisé par deux...

Enfin, les Jeux paralympiques auront été catastrophiques. Après avoir fini 12^e à Pékin (52 médailles, dont 12 en or), la France s'était fixée pour objectif de remonter dans le top 10. Elle a fini 16^e, avec seulement 45 médailles dont 8 en or, derrière des pays comme la Tunisie et Cuba.

LE TOP 5 MONDIAL, UN LOINTAIN SOUVENIR...

Depuis 1988, la France se place systématiquement dans le top 10 des médailles d'or aux Jeux olympiques. La performance mérite d'être soulignée alors que la concurrence s'est significativement accrue durant ces vingt dernières années (64 pays médaillés aux JO 1992, 85 en 2012).

Par contre, il y a bien longtemps que la

[4] Interview de Denis Massegia, http://franceolympique.com/art/3430-denis-massegia-_-%C2%AB-au-moins-dix-medailles_dor_%C2%BB.html

Un objectif avait été fixé avant les Jeux : ramener autant de médailles qu'à Pékin. Avec 34 médailles, on en est loin...

France n'a plus goûté aux joies du top 5 olympique (JO d'Atlanta, en 1996). Elle s'en approche souvent mais n'y parvient plus. Pourtant, le top 5 n'est pas un club fermé : huit pays l'ont intégré au moins une fois lors des quatre derniers Jeux olympiques d'été dont l'Australie (2 fois), le Royaume-Uni (2), l'Allemagne (2), la Corée du sud (1) et le Japon(1).

Le plus troublant est que le top 5 n'est même plus mentionné comme un objectif par les dirigeants sportifs français alors que d'autres pays n'ont pas notre frilosité. Les Britanniques avaient annoncé publiquement leur volonté d'en faire partie et même de concurrencer un pays comme la Russie. Qui oserait tenir aujourd'hui ce type de discours au Ministère des sports ou au CNOSF ?

DES COMPARAISONS QUI FONT MAL

Le top 5 agit comme un révélateur car les pays qui y sont entrés récemment n'ont pas de quoi donner des complexes économiques ou démographiques à la France. L'Australie a atteint la 4e place aux Jeux olympiques de Sydney et à ceux d'Athènes. On peut aujourd'hui se réjouir que la France l'ait dépassé à Londres pour les médailles d'or (11 contre 7). Mais l'Australie a toujours plus de médailles au total (35 contre 34) alors qu'elle compte trois fois moins d'habitants que la France... De la même manière, la Corée du sud, avec ses 50 millions d'habitants, a obtenu

28 médailles à Londres, dont 13 en or, et a pris la 5e place du classement. Une performance qui n'est pas sortie de nulle part puisque les Coréens avaient déjà fini avec 13 titres olympiques à Pékin.

La comparaison est surtout cruelle avec le Royaume-Uni, qui ressemble comme une goutte d'eau à la France en matière de Produit national brut ou de population. Il avait déjà dépassé la France en 2008 avec 47 médailles, dont 19 en or. En 2012, chez lui, le bilan est encore plus formidable : 65 médailles, 29 en or et une 3e place au classement des médailles.

LA FAUSSE EXCUSE DES MOYENS FINANCIERS

Peut-être le top 5 est-il hors atteinte pour la France par manque de moyens ? Les succès britanniques ne seraient-ils pas d'ailleurs le résultat d'une plus grande mobilisation budgétaire Outre-Manche ? Une simple comparaison démontre pourtant le contraire.

En Grande-Bretagne, depuis 2008, UK Sport, l'agence nationale en charge du sport de haut niveau, a consacré 125 M€ par an dans le cadre de la préparation aux Jeux de Londres.

En France, le Ministère des Sports a dépensé durant cette même période 135 M€ par an pour des aides relatives au sport de haut niveau (fédérations, établissements publics et individus), auxquels il faut ajouter les subventions en faveur du sport de haut niveau du CNDP (10 M€ par an).

Par ailleurs, l'Etat met à dispositions des fé-

Lors des quatre derniers Jeux olympiques d'été, 8 pays ont réussi à se hisser dans le top 5 mondial... Mais pas la France.



En espérant qu'on ait besoin d'un plus grand bus après les Jeux de Rio

dérations sportives près de 1 700 cadres techniques, dont les salaires représentent une valorisation annuelle supérieure à 100 M€. Les trois quarts travaillent dans des fédérations olympiques, principalement en lien avec le haut niveau.

Au final, même en enlevant la part des sports d'hiver et des sports non olympiques, on aboutit à une enveloppe budgétaire au moins équivalente à celle du gouvernement britannique.

Enfin, il faut rappeler que le Ministère des Sports a financé massivement la construction et la rénovation d'équipements sportifs de haut niveau à l'INSEP (plus de 200 M€ de travaux) et pour des fédérations (13,36 M€ par exemple pour le vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines).

QUELQUE CHOSE CLOCHE...

L'argent public ne manque pas pour le haut niveau français (au moins jusqu'à maintenant...). Les compétences des cadres techniques d'Etat sont reconnues aussi bien en France qu'à l'étranger. Les fédérations sportives ont montré qu'elles étaient capables d'obtenir des résultats aux Jeux olympiques. Alors pourquoi la France ne réussit-elle pas à passer le cap

supérieur ?

La réponse se situe peut-être dans les institutions mêmes du sport français, chargées d'orienter les aides d'Etat et d'épauler les fédérations dans leur quête de médailles.

TROP DE PILOTES DANS L'AVION

La définition d'une stratégie globale, la répartition des ressources publiques et l'évaluation des résultats exigent un pilotage national. Or l'addition des dépenses publiques le montre : le système français est éclaté entre plusieurs pôles.

Comment les rôles sont-ils répartis entre le Ministère des Sports, l'INSEP et le CNOSF ? Bien malin qui le sait. L'un d'entre d'eux est-il en charge du pilotage du système ? Non. Travaillent-ils ensemble de manière efficace ? Rien n'est moins sûr.

A qui la faute ? L'Etat ne peut pas sur ce point échapper à ses responsabilités. S'il a tenté de se réformer ces dernières années, il n'est pas allé assez loin et n'a pas tiré toutes les conséquences des changements qu'il a lui-même initiés.

L'INSEP a par exemple été renforcé dans ses compétences, mais sans que cela n'ait

Tableau des médailles aux Jeux olympiques d'été 2012

		Or	Argent	Bronze	Total
1	Etats-Unis	46	29	29	104
2	Chine	38	27	23	88
3	Royaume-Uni	29	17	19	65
4	Russie	24	26	32	82
5	Corée du sud	13	8	7	28
6	Allemagne	11	19	14	44
7	France	11	11	12	34
8	Italie	8	9	11	28
9	Hongrie	8	4	5	17
10	Australie	7	16	12	35

200 millions d'euros ont été consacrés à la modernisation de l'INSEP.

de répercussions sur les prérogatives de la Direction des sports. Celle-ci continue d'exercer une maîtrise complète sur la distribution des subventions aux fédérations alors même que l'expertise dans ce domaine s'est déplacée vers l'INSEP. En somme, chacun travaille dans son coin, ce qui est une excellente manière de s'assurer que l'action publique ne sera pas optimale. On remarque d'ailleurs que les Britanniques ont fait l'exact contraire : une seule instance (UK Sport) qui réunit financement, expertise et décision stratégique.... Il fallait y penser !

KAFKA FAIT DU SPORT

La confusion institutionnelle ne favorise pas la définition de politiques publiques claires et efficaces.

Les conventions d'objectifs conclues entre le ministère et les fédérations en constituent une bonne illustration. Celles-ci regorgent de critères kafkaïens à respecter et de micro-objectifs à atteindre pour chaque fédération, mais on chercherait en vain de vraies orientations stratégiques.

Au final, les subventions sont reconduites d'une année à l'autre et les conventions d'objectifs ne remplissent pas leur véritable vocation : utiliser les aides publiques pour accompagner les fédérations vers les décisions les plus utiles pour elles et le sport

français.

C'est ce que fait UK Sport avec sa stratégie d'investissement « no compromise » qui fixe des critères clairs d'attribution des subventions, basés sur les performances et les projets des fédérations. La procédure est sans pitié, parfois douloureuse, mais elle est équitable car connue à l'avance de tous et appliquée sans biais.

DE L'ÉVALUATION !

A ces défauts s'ajoute une culture de l'évaluation insuffisants.

Il n'y a certainement pas un manque de documents d'analyse et de bilan concoctés au Ministère des Sports, à l'INSEP ou au CNOSF. Mais ces productions sont uniquement rédigées par et pour le petit monde du haut niveau français. Or l'évaluation n'est pas un exercice en vase clos, mais une ouverture vers l'extérieur qui apporte un regard neuf et des remises en question inattendues.

UK Sport amène encore ici un contrepoint intéressant. Atteindre le top 3 mondial n'a en rien libéré nos amis britanniques de l'exigence de s'évaluer sérieusement. Pour ce faire, UK Sport a fréquemment recours à des personnalités provenant d'autres pays ou sphères sportives.

La Commission d'évaluation de la natation britannique, mise en place après les

Dans le sport français, chacun travaille dans son coin, ce qui est une excellente manière de s'assurer que l'action publique ne sera pas optimale.

CINQ QUESTIONS SUR

UK SPORT

1. Pourquoi UK Sport a-t-il été créé ?

Avec seulement 15 médailles et une 36^e place, les Jeux olympiques d'Atlanta furent catastrophiques pour le sport britannique. Cet échec conduisit à une remise en question des institutions existantes. Une instance de préfiguration fut mise en place dès le mois de septembre 1996 avant la création de UK Sport en janvier 1997, cinq mois à peine après la fin des JO d'Atlanta.

2. Quel était le contexte politique de cette réforme ?

La décision de créer UK Sport a été prise par le gouvernement conservateur de John Major. L'arrivée au pouvoir de Tony Blair en mai 1997 n'a cependant pas remis en cause cette réforme. Le gouvernement travailliste l'a reprise à son compte et a même renforcé le rôle de UK Sport au cours des années suivantes. Le consensus droite-gauche a donc été total sur ce sujet.

3. Comment fonctionne UK Sport ?

UK Sport est une agence rattachée au Ministère des Sports et responsable devant le Parlement, mais autonome dans ses décisions. Celles-ci sont prises par un conseil d'administration composé de dix personnalités qualifiées nommées par le Ministre des Sports. Au quotidien, UK Sport est dirigé par un Directeur général, Liz Nicholl.

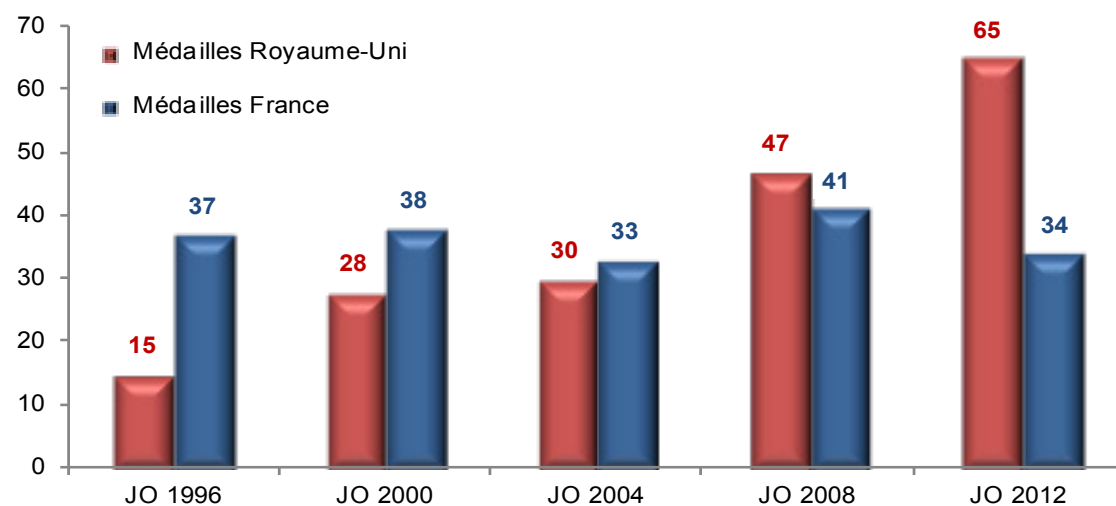
4. Quelles sont les compétences de UK Sport ?

UK Sport a été conçu comme un outil de reconquête de l'influence perdue du Royaume-Uni dans le sport international. A ce titre, l'agence pilote la politique sportive britannique pour tout ce qui concerne le haut niveau, l'accueil des grands événements et les relations internationales.

5. De quels moyens UK Sport dispose-t-il ?

L'agence emploie une centaine de personnes. Elle dispose sur quatre ans (2009-2013) d'un budget total de 508 M€, soit 640 M€. La moitié de cette somme provient du budget de l'Etat, l'autre d'un prélèvement spécifique sur la loterie nationale. Le gouvernement britannique s'est engagé à préserver le budget de UK Sport en vue des Jeux de Rio. Pour le sport de haut de niveau, les aides sont concentrées sur 1 200 athlètes à fort potentiel dans 47 sports olympiques et paralympiques.

Evolution des médailles britanniques et françaises aux JO d'été, 1996-2012



Jeux de Londres, comprend ainsi des spécialistes nationaux, mais également Bob Bowman, l'entraîneur américain de Michael Phelps, le nageur allemand Thomas Lurz ou encore Conor O'Shea, le directeur sportif du club de rugby des Harlequins. De même, UK Sport affiche une grande transparence à l'égard de ses subventions, celles-ci étant librement consultables sur le site Internet de l'agence. Les médias et le grand public peuvent en prendre connaissance et se faire leur propre idée sur l'utilisation des montants alloués – ce qui ne semble pas anormal pour de l'argent public.

RÉFORMER À PARTIR DE PRINCIPES SIMPLES

Il existe d'excellents rapports sur le sport de haut niveau en France. Le groupe de travail « sport de haut niveau » de l'Assemblée du sport a notamment rédigé en 2011 une feuille de route complète et des propositions qui mériteraient d'être reprises. La mise en oeuvre de ces mesures ne pourra cependant se faire efficacement que si le fonctionnement global des institutions est remis à plat autour de 4 principes clef.

Simplifier. Les fédérations sportives doivent avoir un interlocuteur unique en matière de financement et d'expertise de

sport de haut niveau - soit la Direction des sports, soit l'INSEP. L'expérience britannique et le bon sens (Où se trouve l'expertise ? Le fonctionnement le plus souple ?) indique que l'INSEP serait le plus à même d'assurer ce rôle de pilotage national. Il définirait les objectifs stratégiques avec les fédérations et déterminerait les moyens alloués pour y parvenir. Cette simplification permettrait par ailleurs de supprimer les doublons dans les services de l'État.

Clarifier. Il est urgent de fixer des règles précises et strictes quant à l'attribution des subventions. En matière de haut niveau, cela ne peut se faire qu'au regard des objectifs fixés et des résultats obtenus par chaque fédération dans les compétitions de référence. Ces règles feront des gagnants et des perdants. La procédure sera douloureuse et imparfaite. Mais existe-t-il une autre solution viable ? Comment rendre efficace les aides de l'État si aucune sanction n'est possible en cas d'échec ?

Instaurer de la transparence. Les subventions publiques et les critères qui les conditionnent doivent devenir des informations publiques. Chacun doit pouvoir juger de l'utilisation des fonds publics dans le sport de haut niveau en France.

S'ouvrir. Comment s'adapter à un contexte international de plus en plus concurrentiel sans soi-même s'ouvrir davantage au monde ? Il est indispensable de solliciter systématiquement des compétences et expertises venues d'ailleurs si l'on veut pouvoir bénéficier d'évaluation objectives et originales.

L'INERTIE N'EST PAS UNE OPTION

Pourquoi changer un système qui a fait de la France la 7^e nation olympique ? D'abord, parce que dans un univers très concurrentiel, ce qui n'avance pas finit toujours par reculer. Il n'y a donc qu'une direction à prendre : vers l'avant ! Ensuite, parce que la question des institutions est centrale si l'on veut faire évaluer l'ensemble du système. Une plus grande implication des entreprises et des établissements d'enseignement supérieur dans le



© JohnHesone - Creative Commons

Pour une revanche française à Rio ?

sport français est un souhait récurrent de nos dirigeants. Mais le vœu restera pieux tant qu'il n'existera pas un écosystème favorable à cette implication. Combien d'entreprises n'investissent pas (ou pas assez) dans le sport français parce que son fonctionnement est cloisonné, byzantin, incompréhensible vu de l'extérieur ?

Enfin, le contexte budgétaire conduira inéluctablement à s'interroger sur les manières de mieux répartir et utiliser des ressources publiques qui vont diminuer durablement. Seules des institutions plus efficaces permettront de dépasser cette contrainte.

Au risque de lasser, il est utile de se référer une dernière fois à UK Sport. Ses dirigeants ont déclaré publiquement qu'ils pouvaient reproduire leurs succès londoniens dans quatre ans à Rio. Non pas grâce à des moyens supplémentaires. Mais parce qu'ils ont confiance dans un système qui pousse à l'amélioration constante de l'utilisation de ces moyens. S'il n'y a qu'une chose à retenir de la leçon britannique, c'est bien cela ! ■

GROUPE DE TRAVAIL « SPORT DE HAUT NIVEAU » DE L'ASSEMBLÉE DU SPORT (2011)

PRINCIPALES PROPOSITIONS

- Recruter un Chef de projet pour la haute performance et la préparation olympique.
- Créer un comité d'experts du sport de haut niveau, qui proposera une définition des enjeux, objectifs et orientations stratégiques pour le sport de haut niveau français.
- Recentrer les aides vers les meilleurs sportifs avec la mise en place d'une « génération Sochi » et d'une « génération Rio ».
- Privilégier les disciplines qui présentent des projets de performance cohérents et partagés par les experts et dont les perspectives de réussite sont réelles.
- Envoyer les entraîneurs nationaux en stages à l'étranger à l'issue de chaque échéance majeure.
- Améliorer le cadre statutaire et de rémunération dans lequel évoluent les entraîneurs nationaux et l'encadrement médical, pour rester concurrentiel et conserver en France nos meilleurs spécialistes.
- Impulser une politique d'innovation et de recherche au bénéfice du sport de haut niveau et mobiliser les compétences et moyens de l'enseignement supérieur et des entreprises au sein d'un pôle de compétitivité créé à cet effet.
- Valoriser la très haute performance : un titre mondial ou olympique doit constituer un « droit à l'emploi » dans un service public ou une entreprise partenaire.
- Développer le parrainage par les entreprises de sportifs issus d'une liste restreinte et labellisée, afin qu'ils soient accompagnés dans leurs projets et rémunérés pendant leur carrière.

Le rapport complet est disponible sur le site de la Documentation française :
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/114000369/index.shtml>

ENTRETIEN AVEC PHILIPPE PEYRAT, GDF SUEZ

« GDF SUEZ CONSTRUIT SES PARTENARIATS SUR LE LONG TERME »

Le groupe GDF Suez a développé au fil des années une relation privilégiée avec le sport français. L'Open GDF Suez de tennis féminin comme le partenariat avec l'équipe de France de football en sont les éléments les plus connus, mais ils sont loin de résumer une politique de partenariats et de parrainages sportifs extrêmement variée. **Le Directeur du mécénat, sponsoring et relations extérieures du groupe, Philippe Peyrat**, nous présente les ressorts de cet engagement et évoque les manières dont les liens entre le monde du sport et celui de l'entreprise pourraient être renforcés.

Pourquoi un groupe comme GDF SUEZ décide-t-il d'investir dans le sport ? Comment les partenariats sportifs s'inscrivent-ils dans sa politique d'entreprise ?

GDF SUEZ est aujourd'hui un acteur majeur du sport en France. Nous accompagnons sept fédérations (football, tennis, randonnée pédestre, judo, triathlon, vol libre, cyclotourisme), cela représente 4,2 millions de Français dont nous favorisons la pratique sportive. C'est un engagement de long terme. Il y a 20 ans, nous avons fait le choix de soutenir le développement de toute la filière du tennis féminin. C'était un véritable pari sur l'avenir

qui nous a permis d'accompagner une discipline, tout en construisant un vrai univers de marque et de faire vivre nos valeurs.

Tout au long des années, notre portefeuille s'est enrichi. Mais avec une ligne directrice : la proximité, la mobilisation de nos collaborateurs et la solidarité pour nourrir ce qui est la signature de notre groupe : « être utile aux hommes ». C'est un des points forts de notre stratégie : nous déclinons tous nos partenariats sportifs avec un volet solidarité. Nous sommes ainsi membre fondateur de l'Agence pour l'Éducation par le Sport (APELS), qui vient de fêter ses 15 ans et a permis de mettre en valeur 5 000 associations et projets, et de la Fondation du Football.

GDF SUEZ

7 fédérations soutenues

tennis, football, judo, triathlon, randonnée pédestre, vol libre, cyclotourisme

1993 Création de l'Open GDF Suez de tennis féminin

Partenaire de **l'équipe féminine de l'Olympique lyonnais**

Sur quels critères GDF SUEZ choisit-il de soutenir des acteurs et des projets dans le sport ?

Nous avons choisi nos grands partenariats sportifs en fonction de notre territoire de marque et afin d'y faire vivre nos engagements : développement durable, solidarité, ancrage territorial et proximité. Nous avons aussi le souhait d'être innovant dans le choix de nos partenariats. Cela a été le cas il y a 20 ans lorsque nous avons choisi le tennis féminin. C'est vrai également aujourd'hui avec l'équipe féminine de l'Olympique Lyonnais que nous soutenons depuis l'an dernier ainsi qu'avec notre programme « Jeunes Talents ».

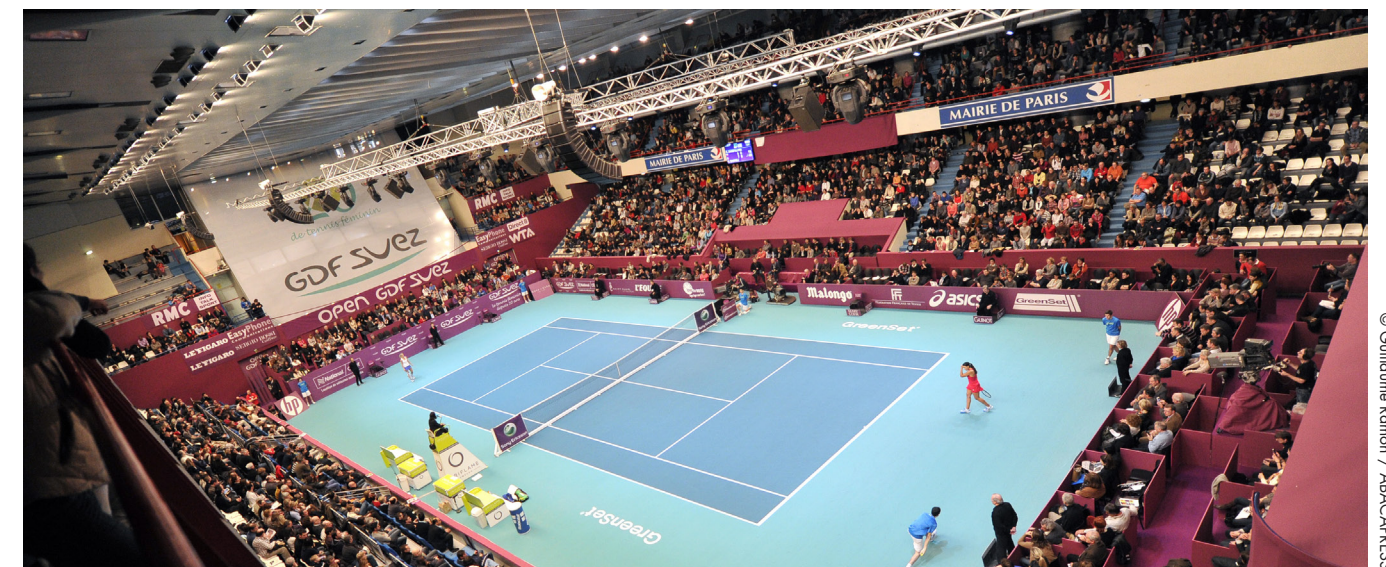
En quoi consiste votre politique d'accompagnement des carrières de sportifs de haut niveau ?

Notre politique d'accompagnement et de suivi des carrières de sportifs de haut niveau comporte deux volets. Le premier est la construction d'un ensemble cohérent de joueuses de tennis féminin avec une originalité : la création d'un Team de 6 joueuses et 3 ambassadrices - Amélie Mauresmo, Nathalie Dechy et Emilie Loit - avec qui nous avons poursuivi notre collaboration après leur retraite sportive. Le deuxième volet est, dans le même esprit, l'accompagnement de jeunes talents : une trentaine de boursières de la Fédération française de tennis (FFT),

le skipper Sébastien Rogues et Sébastien Fourcade, triple champion du monde de biathlon.

L'Open GDF SUEZ a fêté ses 20 ans cette année. Quel bilan tirez-vous de ce partenariat pour votre groupe ? Et que pensez-vous avoir apporté au tennis féminin durant cette période ?

L'Open GDF SUEZ de Paris est devenu une date incontournable du circuit international. Il symbolise le chemin parcouru depuis 20 ans dans le tennis féminin. Notre engagement sur l'ensemble de la filière du tennis féminin et le travail accompli par la FFT ont permis au tournoi et à ce sport de vivre de profondes mutations depuis 20 ans. Le jeu et la compétition se sont durcis et modernisés, le tennis féminin est devenu un système professionnel sans égal dans le monde du sport féminin. C'est aujourd'hui le deuxième sport individuel féminin en France et le premier télévisuel. L'équipe de France, dont nous sommes parte-



L'Open GDF Suez de tennis féminin

© Guillaume Ramon / ABACAPRESS



© Agence FFP

GDF Suez partenaire de l'équipe de France de football depuis 2006

naire, a remporté deux titres de Fed Cup. Nous avons vu l'essor de grandes joueuses françaises sur les courts internationaux, 6 joueuses dans le top 10, et accompagné 500 boursières pendant ces 20 ans.

La conjoncture économique actuelle devrait-elle avoir des conséquences sur votre engagement dans le sport durant les prochaines années ?

Entreprise citoyenne et socialement responsable, GDF SUEZ construit ses partenariats sur le long terme. Un contexte de crise renforce plus que jamais la nécessité de prolonger les partenariats sportifs par des volets de solidarité et d'insertion par le sport ainsi que de faire partager au plus grand nombre les émotions du sport. Ce contexte est aussi celui d'une plus grande rigueur dans la gestion de l'image des entreprises, image en grande partie portée par les partenariats sportifs.

Quelle entreprise constitue un modèle à suivre en termes de partenariats sportifs ?

Nos partenariats sont une belle occasion de côtoyer d'autres grandes entreprises qui sont engagées avec nous auprès de partenaires communs, comme c'est le cas dans le football où nous rencontrons de grandes marques. Cela crée des occasions très enrichissantes de confronter et de découvrir des univers différents, d'échanger sur les « best practices » pour développer des dispo-

sitifs innovants.

Quelles mesures les pouvoirs publics pourraient-ils prendre afin de favoriser une plus grande implication des entreprises dans le sport ?

Il y a, à mon sens, plusieurs volets. Il y a bien sûr les partenariats public-privé qui peuvent favoriser l'accès au sport et dans de meilleures conditions à des millions de Français. Cette alliance permet de construire des projets solides et pérennes. Il y a également le maintien et le développement du mécénat sportif pour intégrer des aspects de solidarité et d'insertion.

Et les acteurs du sport français : que devraient-ils modifier dans leur comportement et leurs politiques pour davantage inciter les entreprises à les soutenir et travailler avec eux ?

L'idée de partenariat est essentiel : c'est la rencontre et le respect de deux univers. Il est impératif que chaque partenaire ait conscience des contextes et enjeux de celui avec qui il s'engage. C'est ce que nous vivons avec nos fédérations partenaires avec lesquelles nous avons un dialogue très ouvert, et qui sont force de proposition. Cette relation de grande écoute nous permet d'ouvrir de nouveaux axes de partenariats comme par exemple celui du développement durable. ■

REVUE SPORT804

Revue d'information et de débat pour les acteurs du sport

La Revue Sport 804 est une publication numérique. Elle décrypte l'actualité du sport français et international, analyse les politiques publiques en lien avec le sport et propose des débats sur les grandes thématiques sportives.

Elle s'adresse à l'ensemble des décideurs du sport en France : élus et cadres du mouvement sportif, dirigeants des clubs professionnels, entreprises travaillant dans le sport, sponsors, organisateurs d'événements sportifs, responsables des politiques sportives dans les collectivités territoriales et les services de l'Etat, universitaires et étudiants des filières sportives...

La Revue Sport 804 paraît toutes les deux semaines (24 numéros par an). Elle est disponible uniquement par abonnement (chèque ou carte bancaire).

www.revue-sport-804.com

ABONNEMENT À LA REVUE SPORT 804

Nom : _____

Prénom : _____

Institution / Entreprise : _____

Adresse : _____

Email : _____

Je m'abonne pour :

☐ 24 numéros / 1 an : _____ 60 euros

☐ 12 numéros / 6 mois : _____ 30 euros

Le formulaire d'abonnement et le chèque à l'ordre de la Revue Sport 804 sont à envoyer à :
Revue Sport 804 - 9 rue Vulpian - 75013 PARIS

Les informations relatives à votre abonnement ne sont pas communiquées à des tiers. En application de la loi Informatique et liberté du 6 janvier 1978, art. L.27, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification de ces données.

Pour tout renseignement complémentaire, veuillez nous contacter à : revue@revue-sport-804.com

CENTRES AQUATIQUES

QUEL ÉQUIPEMENT POUR ACCUEILLIR UNE GRANDE COMPÉTITION DE NATATION ?

Le paradoxe n'est pas nouveau. La natation française brille à chaque grand événement international et pourtant elle ne possède toujours pas un centre aquatique à la hauteur de ses résultats. C'est un cas unique parmi les grands pays de la natation mondiale, qui tous disposent aujourd'hui d'infrastructures capables d'accueillir les compétitions les plus prestigieuses dans ce sport. De l'Italie à la Chine, en passant par le Mexique, la Grande-Bretagne, la Russie ou l'Australie, voici donc [un rapide tour du monde des grands équipements de natation pour mieux comprendre ce qu'il manque à la France.](#)

Depuis 2005, la France attend son grand centre aquatique. Après l'échec de la candidature de Paris 2012, les pouvoirs publics s'étaient en effet engagés à construire l'équipement prévu à Aubervilliers (à proximité du Stade de France) dans le cadre du dossier transmis au Comité international olympique. Les années ont passées et l'attente n'en finit plus de se prolonger... A l'heure d'aujourd'hui, la France n'est toujours pas en capacité d'accueillir les principales compétitions internationales de natation – Jeux

olympiques ou Championnats du monde grand bassin – dont l'organisation répond à des critères précis (multiples bassins de compétition et d'échauffement, jauge supérieure à 10 000 places pour le bassin principal, espace annexes...).

Certes, notre pays organisera des Championnats d'Europe petit bassin à Chartres en novembre prochain, mais cet événement s'apparente davantage à un lot de consolation qu'à une compétition de référence mondiale.

Il est cependant vrai que construire un

La France est un cas unique parmi les grands pays de la natation mondiale.

grand équipement de natation n'est pas chose aisée. Ce type d'infrastructure est coûteux et sa viabilité en dehors des grands événements sportifs est loin d'être évidente. Chaque pays confronté à ce défi a donc dû trouver des solutions spécifiques, parfois originales. Elles permettent d'éclairer les choix qui s'offrent à la France.

OPTION 1 LE VINTAGE ITALIEN

C'est le choix traditionnel, un peu désuet, qui consiste à construire un centre aquatique de grande dimension dont la configuration reste à peu près la même en compétition comme en dehors.

En Europe, le meilleur exemple se situe à Rome avec le *Stadia del Nuoto*, construit pour les Jeux olympiques de 1960, rénové et agrandi depuis, et qui a accueilli les Championnats du monde de natation en 2009. Il est composé de cinq bassins permanents et d'une jauge de 8 000 places autour de son bassin principal (augmentée à 13 000 places en 2009 grâce des gradins temporaires).

Son défaut ? S'appuyant essentiellement sur du permanent, les coûts de fonction-

nement sont très importants et certaines infrastructures sont inutiles hors période de grande compétition (soit 99,9% du temps).

OPTION 2 PÉKIN PRESTIGE

La construction d'un équipement aquatique peut être volontairement ambitieuse avec l'intention d'en faire un objet de rayonnement international.

Le « Water Cube » de Pékin, construit à l'occasion des JO de 2008, entre dans cette catégorie avec son architecture innovante (structure « en bulles ») et sa configuration spatieuse (32 000 m², dont trois bassins permanents).

Comme pour Rome, choisir ce type d'équipement n'est cependant pas sans conséquence sur le coût de construction (100 M€) et les dépenses d'entretien.

OPTION 3 LE LEGO BRITANNIQUE

Compte tenu des coûts de fonctionnement des centres aquatiques traditionnels, un nouveau type d'équipement est apparu, conçu pour réduire significativement ses



Le « Cube d'eau » de Pékin

© Charlie Fong - Creative Commons



La Rod Laver Arena de Melbourne

dimensions (notamment la jauge) en dehors des périodes de grandes compétitions internationales.

Le centre aquatique de Londres, inauguré pour les JO 2012, a ainsi été construit avec 85% de gradins temporaires. Ses deux parties latérales sont démontables lui permettant de passer d'une jauge de 17 500 à 2 500 places et de se transformer en centre aquatique pour le grand public. Une telle configuration rend l'utilisation hors compétition beaucoup plus souple et réduit d'autant les dépenses quotidiennes. Reste à savoir si le modèle londonien fera date. Son coût de construction fut en effet astronomique : 330 M€ !

OPTION 4 ÉLÉGANCE SUD-AMÉRICAINE

Dans la catégorie des centres aquatiques modulables, on préférera retenir le très élégant et moderne *Centro acuatico Scotiabank* de Guadalajara (Mexique), construit pour les Jeux panaméricains de 2011 et qui accueillera les Championnats du monde de natation en 2017.

Il contient trois bassins, dont deux de dimension olympique (50m de longueur) et sa jauge permanente ne dépasse pas 3 500 places. Hors compétition, il sert de

centre d'entraînement de haut niveau. Financièrement, le modèle de Guadalajara est aussi intéressant. Sa construction n'a coûté que 25 M€ et il a eu recours au naming pour alléger ses charges (partenariat avec la banque canadienne Scotiabank).

OPTION 5 ARENA À MELBOURNE

D'autres pays ont préféré ne pas construire d'équipements spécifiques et s'appuient sur des salles multifonctionnelles pour organiser leurs compétitions de natation.

La Rod Laver Arena de Melbourne (dans laquelle se déroule chaque année l'Open de tennis d'Australie), avec une capacité de 11 000 places, a ainsi accueilli les épreuves de course des Championnats du monde de natation de 2007 grâce à la mise en place de bassins temporaires dans l'enceinte (le reste des épreuves – water-polo, plongeon, natation synchronisée – se sont déroulées au plus petit Melbourne Sports and Aquatic Centre).

D'une manière similaire, les Mondiaux de natation auront lieu en 2013 au Palau Sant Jordi de Barcelone, une salle multisports construite pour les JO de 1992 et capable d'accueillir des bassins provisoires dans une jauge de plus de 15 000 places.

330
millions
d'euros

Le coût de construction du centre aquatique de Londres dont les deux ailes, contenant plus de 14 000 places provisoires, sont démontables.

OPTION 6 L'HYBRIDE DE SHANGHAI

Construit pour les Championnats du monde de natation de 2011, le Shanghai Oriental Sports Center est à mi-chemin entre le centre aquatique et l'Arena.

Toutes les épreuves de la compétition s'y sont déroulées grâce à un bassin principal installé dans la salle de 14 000 places et deux autres bassins de compétition disposant chacun d'une jauge de 5 000 places (l'un étant situé à l'intérieur du centre, l'autre à l'extérieur).

Cette enceinte conçue d'abord pour la natation, et dont la construction a coûté 246 M€, peut cependant se convertir en équipement multifonctionnel et recevoir différents sports de salle (boxe, basketball, hockey sur glace...), à l'instar d'une Arena, ainsi que des spectacles et des concerts.

OPTION 7 LE GIGANTISME RUSSE

La dernière solution voit grand : elle consiste à organiser des épreuves de natation au sein d'un stade. C'est le choix qu'ont notamment fait les organisateurs des Championnats du monde de natation qui auront lieu dans la ville russe de Kazan en 2015.

Les épreuves de natation course se dérouleront dans le futur stade de 45 000 places, qui est notamment construit en prévision de la Coupe du monde de football en 2018. Les gradins seront modulés pour réduire la capacité du stade à 17 000 places et deux bassins temporaires installés sur le terrain central. Le reste des épreuves (plongeon, natation synchronisée, water-polo) sera localisé dans un centre aquatique à proximité du stade.

L'expérience est assez inédite et méritera d'être étudiée même si on peut déjà s'interroger sur la pertinence d'une telle configuration (la visibilité sera-t-elle bonne pour l'ensemble des spectateurs ?).

ET LA FRANCE ?

Les choix ne manquent pas pour un pays comme la France qui souhaite se doter

GRANDES COMPÉTITIONS DE NATATION À VENIR

2013

Championnats du monde grand bassin à Barcelone (Espagne)

2015

Championnats du monde grand bassin à Kazan (Russie)

2016

Jeux olympiques et paralympiques à Rio de Janeiro (Brésil)

2017

Championnats du monde grand bassin à Guadalajara (Mexique)

d'un grand équipement de natation.

On regrettera néanmoins que l'option de l'Arena ne puisse pas être envisagée à l'heure actuelle. Unique salle de plus de 10 000 places en France, le Palais Omnisports Paris Bercy n'est en effet pas configuré pour accueillir des bassins provisoires.

Un centre aquatique « grand format », comme l'envisageait le dossier de candidature Paris 2012, ne paraît pas de son côté souhaitable. Son coût serait difficilement justifiable et l'utilisation régulière de toutes ses infrastructures ne pourrait pas être garantie.

Reste l'option du centre aquatique « modulable » qui a été privilégiée en mars dernier lors d'une réunion de tous les partenaires du projet d'Aubervilliers (Etat, Région Ile-de-France, Communauté d'agglomération de Plaine Commune, Ville de Paris, Fédération de natation).

Ce projet prévoit trois bassins permanents, dont une piscine « olympique », et une jauge de 5 000 places, auxquels pourront s'adjoindre à l'extérieur un second bassin (provisoire) de 50 mètres et 17 000 places de gradins temporaires.

Cette configuration souple permettrait d'adapter l'équipement à ses différents usages : activités grand public, compétitions nationales et internationales... Son prix reste cher (près de 70 M€), même si très éloigné du coût délirant de l'*Aquatic Centre* de Londres.

Les parties concernées sont-elles toujours d'accord sur ce schéma ? L'arrivée d'un nouveau gouvernement conduit nécessairement à poser une nouvelle fois la question. Les mois prochains apporteront, espérons-le, une réponse définitive. ■

Le projet prévu à Aubervilliers permettrait l'accueil de championnats du monde tout en offrant la possibilité d'adapter l'équipement à d'autres usages.

0

La France n'a jamais organisé les Championnats du monde de natation grand bassin depuis la création de cette compétition en 1973. Douze pays ont été choisis comme pays hôte, dont l'Australie et l'Espagne à trois reprises.

50

millions d'euros de retombées économiques sont attendus en cas de retour d'un Grand Prix de F1 en France

« GAGNER PLUS DE MÉDAILLES EST POSSIBLE. SI NOTRE SYSTÈME S'AMÉLIORE, IL N'Y A PAS DE RAISON QUE NOUS NE REMPORIONS PAS PLUS DE MÉDAILLES. »

LIZ NICHOLL,
DIRECTRICE DE UK SPORT

15,9

millions d'euros

de subventions sont engagées par l'Etat afin de construire le futur centre aquatique d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis).

1.1%

La baisse en 2013 des effectifs des cadres techniques sportifs mis à disposition des fédérations sportives par l'Etat.

« LES ENGAGEMENTS PRIS AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES ONT FAIT DÉRIVER LE CNDS VERS LE FINANCEMENT DE GRANDS ÉQUIPEMENTS OU DE GRANDS ÉVÉNEMENTS, BIEN ÉLOIGNÉS DE SON RÔLE D'ORIGINE DE FINANCEMENT DU SPORT AMATEUR. »

VALÉRIE FOURNEYRON

LE ROYAUME-UNI A OBTENU 6 MÉDAILLES EN ATHLÉTISME AUX JEUX OLYMPIQUES DE LONDRES, SOIT AUTANT QUE LE TOTAL DE L'ATHLÉTISME FRANÇAIS LORS DES QUATRE DERNIERS JO D'ÉTÉ.

115

millions d'euros

d'indemnités pour absence de club résident ont été versées par le Ministère des Sports au Consortium du Stade de France depuis 1998.